

Le PS mobilisé pour les élections



N°721-722
DU 1^{ER} AU 16 FÉVRIER 2014

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Olivier Faure • CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION • Florence Bonetti • RÉDACTRICE EN CHEF PAR INTÉRIM Sarah Nafsi • RÉDACTRICE Mélanie Modot • MAQUETTE Florent Chagnion (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 29 000 exemplaires

Le Parti socialiste a affiché son unité en vue de l'année électorale qui se profile lors du rassemblement des secrétaires de section, qui s'est tenu samedi 1^{er} février à Paris. « *Le parti socialiste est l'instrument de toutes nos conquêtes* », a rappelé Harlem Désir. Le premier secrétaire a lancé un appel à la mobilisation de tous les socialistes pour les campagnes municipales et européennes.

L'AGENDA

10 février

► Séminaire Pacte de responsabilité à Paris

12 février

► Journée-débat sur l'emploi à l'assemblée nationale

17 février

► Atelier sur l'Europe de la défense à Solférino

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



RASSEMBLEMENT DES

La bataille des municipales est lancée

Conserver nos villes, et « en conquérir beaucoup d'autres ». Tel est l'objectif affirmé par Harlem Désir lors du rassemblement des secrétaires de section qui s'est tenu samedi 1^{er} février à Paris. « L'année qui s'ouvre sera celle des batailles électorales, nous aurons besoin de la mobilisation de tous ! Le parti socialiste est l'instrument de toutes nos conquêtes ! » rappelle son premier secrétaire. Car l'enjeu face à une droite, qui cherche « à instrumentaliser le scrutin » sera de montrer qu'une ville de gauche, ce n'est pas la même chose qu'une ville gérée par la droite.

La gauche, « c'est la primauté du service public et du vivre-ensemble, de l'engagement collectif et de la vie citoyenne, du dynamisme économique et du développement durable. Une ville de gauche, c'est une ville qui protège dans la crise et qui innove pour l'avenir », détaille Harlem Désir.

Expériences de terrain

Lors de deux tables rondes, plusieurs élus ont fait part de leurs expériences locales.

À Pierrefitte-sur-Seine, l'une des villes les plus pauvres de Seine-Saint-Denis, Fanny Younsi, adjointe en charge de la santé, a décrit la mise en place d'une maison de santé pluridisciplinaire. « Nous avons une population très précaire, souvent non francophone, très éloignée du système de soins. Il était nécessaire d'impulser une vraie politique de prévention. »



© Photos Maffieu Delmeire

Pour cela, la ville a acheté les locaux, afin d'aider l'installation de quatre médecins. En se structurant en association, les professionnels ont pu obtenir une subvention de l'ARS. Ce centre de santé est « une chance » dans une zone particulièrement déficitaire en médecins, généralistes comme spécialistes. À Montdidier, Catherine Quignon-Le-Tyrant, a décidé en arrivant aux responsabilités « d'améliorer le quotidien des gens, sans augmenter les impôts ». Elle a commencé par « mieux maîtriser l'énergie » afin de faire des économies, et en a profité pour construire une des premières chaufferies municipales à bois, puis un parc public éolien. « Nous avons également municipalisé l'eau, et les économies nous ont permis de construire une nouvelle

station d'épuration et de faire baisser le prix du mètre cube. » Elle en conclut que « même sans moyen, on peut faire plein de choses. » Patrick Mennucci a de grandes ambitions pour Marseille. Le vainqueur de la primaire socialiste - 25000 participants - veut « replacer la République au centre de tout », pour « changer le destin de la 2^e ville de France ». Marseille doit être « une communauté unie autour de la République et de la démocratie, même si ses habitants sont de culture, de religion, d'histoires différentes que nous respectons ». Dirigée par la droite depuis 1995, « Marseille est aujourd'hui une ville fracturée, en risque de communautarisation, dont 30 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, et 25 % des jeunes en échec scolaire. »

Soutenir la politique gouvernementale



Le rassemblement des secrétaires de section a aussi été l'occasion de revenir sur les 20 mois d'action de la gauche. « La première bataille que nous avons à mener, c'est la bataille de France, et d'abord la bataille contre le chômage, lance Harlem Désir. L'État se mobilise parce que nous ferons tout pour redresser l'économie de notre pays, pour redonner de la force à nos entreprises, pour aider en particulier les petites et moyennes entreprises, c'est la clé pour faire reculer le chômage. »

Depuis 20 mois, la gauche au pouvoir mène la bataille de l'emploi, en créant de nombreux dispositifs pour lutter contre le

chômage, celui des jeunes notamment : emplois d'avenir, contrats de génération... Et cela paie, comme le rappelle Michel Sapin : « Cela faisait cinq ans que mois après mois, le ministre du Travail annonçait la montée du chômage, dont celui des jeunes. Cela faisait cinq ans jusqu'en juin dernier. » Depuis, le chômage des jeunes recule régulièrement. « Si vous avez des moments de doute, invitez des jeunes en emploi d'avenir, exhorte Michel Sapin. Laissez-les expliquer où ils en étaient avant et quelles sont leurs perspectives maintenant ! » Cette mesure, « nous avons eu raison de la mettre en place ». Aujourd'hui, cela représente 100 000 jeunes qui ont rompu avec l'inactivité.

Le gouvernement, grâce à la réforme de la formation professionnelle, va également augmenter les chances aux chômeurs de retrouver un emploi. « Avec 3,2 millions de chômeurs, la priorité de la formation est désormais hors de l'entreprise pour pouvoir y entrer ou y revenir », relève le ministre du

Travail. Actuellement les chômeurs sont ceux qui y ont le moins le droit alors qu'ils en ont le plus besoin. La création d'un compte personnel de formation, qui suit le citoyen tout au long de sa vie professionnelle vise justement à remédier à ce problème. Depuis un an et demi, « le gouvernement ne relâche pas son effort », remarque pour sa part Pierre Moscovici. « Les premiers résultats arrivent en matière économique : alors que nous étions en récession en 2012, la croissance revient. Elle sera d'un point en 2014. Les déficits public et commercial se réduisent. Le chômage décélère. » Mais si l'économie « reprend des forces », « ce n'est toujours pas suffisant ». Et c'est pour cela que François Hollande a décidé de lancer le pacte de responsabilité, ce « grand compromis économique et social » qui va permettre aux entreprises d'investir et d'embaucher. « Il faut se remettre dans le dynamisme de la croissance, mobiliser nos énergies pour l'égalité, la justice sociale et le progrès. »

SECRÉTAIRES DE SECTION



Donner une majorité de gauche à l'Europe

L'autre grand thème du rassemblement des secrétaires de section était l'enjeu des élections européennes. Pour Harlem Désir, l'objectif est clair : « il faut une nouvelle majorité politique au parlement, qui puisse élire un président socialiste à la tête de la commission. » Et c'est Martin Schultz, le candidat qui représentera la gauche en mai prochain. « L'Europe ne doit pas se faire au détriment des acquis sociaux, mais au contraire en les protégeant », explique-t-il, insistant sur la nécessité de mettre en place un Smic européen, ou encore de protéger les travailleurs détachés. « Nous avons besoin d'un changement dans la politique européenne, qui doit être fondée sur nos valeurs de respect des individus, mais aussi des standards sociaux et environnementaux. » Il est « inadmissible », que certains veuillent revenir sur ces droits

fondamentaux « pour rendre l'Europe plus compétitive ». Martin Schultz plaide « pour une Europe démocratique, efficace, qui s'occupe des problèmes du XXI^e siècle, qui protège ses citoyens. »

Une Europe « à visage humain »

C'est Jean-Christophe Cambadélis qui sera le directeur de campagne des européennes en France, une campagne « cruciale » selon lui, pour plusieurs raisons : « c'est un vote historique, qui va permettre de choisir le président de la commission ». En outre, « il y a aujourd'hui une europhobie nationaliste, une xénophobie rampante, et il est de l'honneur des socialistes que de se lever face à ce vent mauvais ». Il faut « que le mouvement du progrès reprenne le dessus ».

Édouard Martin, le fameux syndicaliste de Florange, tête de liste dans l'Est se dit « fier que ce soit le PS, le parti de Jaurès, qui nomme un ouvrier tête de liste ». « Nous voulons une Europe à visage humain, avec un projet politique. » L'Europe doit faire figure d'exemple pour les autres continents : « on ne peut pas avoir nos normes sociales et fermer les yeux sur tout le reste. »

Pour sa part Catherine Trauttmann, eurodéputée sortante, invite les militants à faire face aux doutes des citoyens. « Il faut leur parler de l'Europe de proximité, de l'Europe dont la première préoccupation est l'emploi, celle qui crée la garantie jeunesse. » Ce que confirme Jean-Paul Denanot, tête de liste dans la région Centre : « les citoyens ne connaissent pas l'impact de l'Europe sur leur vie quotidienne. Pourtant, ça les intéresse de savoir par exemple que la PAC a permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire de la population ! »

Alors que nous entrons « dans la dernière ligne droite avant les élections », Pierre Moscovici demande aux socialistes de « reconquérir le cœur des Européens ». « Certains prônent le repli sur soi. J'ai la conviction inverse : pour redonner confiance, l'Europe doit aller plus loin dans son intégration ». Il cite la taxe sur les transactions financières qui « sera adoptée » dans l'année 2014, mais aussi la création de l'union bancaire, qui doit permettre d'éviter de réitérer « les errements de 2008 » et la crise catastrophique qui en a découlé. « Il faut faire payer les défaillances des banques aux banques et protéger le contribuable », affirme-t-il. Les chantiers sont nombreux et « nous devons mener campagne commune pour nos idées de progrès et pour faire élire un président de la commission issu de nos rangs ». « La politique ne doit pas être celle de l'austérité, mais celle de la croissance et du progrès », conclut-il. Et pour cela, « il faut resserrer les rangs ».



Défendre nos valeurs contre l'extrême-droite

Adoption de la loi égalité

Le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a été adopté en première lecture par l'assemblée nationale mardi 28 janvier. Il prévoit notamment de mieux répartir le congé parental, de faciliter l'égalité professionnelle, de lutter contre les violences faites aux femmes ou encore de mieux protéger les droits des femmes, comme l'accès à l'IVG.

Jour de retrait des écoles : répondre à la désinformation

« Colporter des rumeurs infondées sur l'apprentissage de la théorie du genre et de la masturbation chez les plus jeunes est déjà d'une extrême gravité et un coup porté volontairement au fondement même de ce qu'est l'école républicaine », estime le PS dans un communiqué. Le parti « approuve totalement la réaction du ministre Vincent Peillon qui a réaffirmé avec force et conviction son soutien aux chefs d'établissements, aux directrices et directeurs d'écoles, aux enseignants qui, au quotidien, sont engagés au service de l'école de la République. »

Honteuse. La manifestation « jour de colère » qui s'est tenue dimanche dernier, mais aussi les attaques contre l'enseignement prétendu de la théorie du genre, ou encore la résurgence de la « manif pour tous » rappellent que le parti socialiste doit faire face tous les jours à un bloc droitier extrémisé qui ne semble plus avoir de limites. De nombreuses violences ont émaillé le cortège de « jour de colère » et près de 150 personnes ont été après avoir jeté de multiples projectiles sur les forces de l'ordre. 19 policiers ont été blessés, et des journalistes agressés. François Hollande a dénoncé « des attaques indignes » lors de la manifestation et a vu une tentative de « manipulation des esprits » dans les rumeurs sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école.

Ces violences « commises par des individus, des groupes hétéroclites, de l'extrême et de l'ultra droite, dont le but n'est que de créer du désordre » ont été condamnées « avec la plus grande fermeté » par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Harlem Désir s'est insurgé contre « une manifestation de tous les extrémismes et de toutes les haines dans les rues de Paris », où « des milliers de personnes (ont crié) des slogans ignobles et honteux contre les juifs, les étrangers, les francs-maçons, les homosexuels. On se serait cru dans les années 30. » On y a vu « des saluts fascistes, on y a entendu chanter Maréchal nous voilà, on s'en est pris à la presse avec violence, comme dans les régimes totalitaires », a-t-il remarqué. L'extrême droite était là « pour demander la destitution du chef de l'État ». « Il y a une dérive profondément malsaine et antirépublicaine, et il faut la dénoncer fermement », juge le Premier secrétaire.

« Tout a été entendu dans ce cortège des haines et des extrémismes », relève également David Assouline, porte-parole du parti socialiste dans un communiqué. On y a retrouvé toute l'ultra droite, du GUD aux réseaux identitaires en passant par les activistes du *Renouveau français*, du *Printemps français*, *Civitas*, *les Hommes*.

L'UMP doit clarifier sa position

Face à « ces adversaires de l'unité nationale, les socialistes opposent la fermeté des convictions républicaines et le seul souci de l'intérêt général, au service du redressement économique et social du pays. »

Par ailleurs, le parti socialiste s'indigne « des propos tenus par un responsable de l'UMP, et non des moindres puisqu'il s'agit d'un ancien ministre de l'Éducation nationale ». Luc Chatel, vice-président de l'UMP a expliqué ne pas soutenir la manifestation mais a ajouté la « comprendre ». Le parti socialiste demande donc à l'UMP de condamner cette déclaration et « de prendre clairement ses distances vis à vis d'un mouvement hétéroclite dont le seul ciment est la haine de la République », ajoute David Assouline. Cette haine « ne peut souffrir d'aucune compréhension ». Et le porte-parole de se prononcer pour l'organisation d'un rassemblement pour contrer « Jour de colère » afin que « la France de la fraternité se manifeste fortement ».

SANTÉ

Le président dévoile le nouveau plan cancer

François Hollande a dévoilé mercredi 4 février un plan cancer qui portera sur la période 2014-2019. Avec près de 150 000 morts par an, le cancer reste la première cause de mortalité en France et 40 à 50 % des 350 000 nouveaux cas observés chaque année pourraient être évités par des mesures de prévention et d'éducation. Ce plan a comme ambition « de donner les mêmes chances à tous partout en France pour guérir du cancer », précise le président. Il doit permettre de réduire les inégalités devant la maladie. Aujourd'hui encore le risque de mourir d'un cancer entre 30 et 65 ans est deux fois plus élevé pour un ouvrier que pour les professions libérales. Le plan cancer sera doté

d'1,5 milliard d'euros et vise à améliorer la prise en charge des malades, préserver leur qualité de vie, investir dans la prévention et la recherche et optimiser l'organisation de la lutte contre le cancer.

Le patient mieux pris en compte

Parmi les mesures-phares, le plan renforce les politiques publiques en matière de prévention : le dépistage du cancer de l'utérus sera généralisé, les personnes qui présentent un risque aggravé de cancer colorectal ou du sein seront mieux surveillées, afin de favoriser le dépistage précoce. L'un des enjeux du plan cancer est aussi de doubler

en 5 ans le nombre de patients inclus dans des essais cliniques (25 000 aujourd'hui).

Il doit également permettre de préserver au maximum l'autonomie, la continuité et la qualité de vie des personnes atteintes d'un cancer. Ainsi, le parcours de soins centré sur la prise en charge médicale doit devenir un parcours de santé, prenant en compte l'ensemble des besoins de la personne malade et de ses proches, au plan physique, psychologique et social.

Un programme national de réduction du tabagisme, responsable à lui seul de 30% des cas de cancer, sera finalisé avant l'été. La lutte contre l'alcoolisme ou encore l'obésité sera aussi une priorité.

La gauche rassemblée pour réussir le pacte de responsabilité



Le Premier secrétaire du Parti socialiste Harlem Désir et une délégation composée de Guillaume Bachelay, Alain Fontanel, David Assouline, Luc Carvounas et Christophe Borgel, ont reçu les partenaires de la Gauche rassemblée qui réunit les partis de la majorité gouvernementale au sein du comité de liaison de la gauche. Emmanuelle Cosse, Secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts (EELV), Jean-Michel Baylet, Président du Parti Radical de Gauche (PRG), Jean-Luc Laurent, Président du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) et Robert Hue, Président du Mouvement Unitaire Progressiste (MUP) conduisaient les délégations de leur parti.

À cette occasion, les dirigeants des partis rassemblés ont décidé de réunir tous les mois le comité de liaison de la gauche pour promouvoir le modèle de gauche des politiques publiques locales dans les communes.

Ce comité de liaison doit aussi permettre la réussite du pacte de responsabilité pour l'emploi proposé par le président de la

République aux partenaires sociaux et à la nation.

Enfin, il doit permettre d'une manière plus générale d'agir au service de la République sociale et de la fraternité face à la radicalisation de l'extrême droite et d'une partie de la droite, et d'engager des initiatives communes comme la Gauche rassemblée a su le faire le 27 novembre 2013 lors du grand meeting « *Défendre la République contre les extrémismes.* »

Le PS consulte les partenaires sociaux

Cette rencontre du PS avec la gauche rassemblée s'inscrit dans la suite d'une série de consultations débutées la semaine dernière avec les partenaires sociaux. La délégation du PS conduite par Harlem Désir a commencé par rencontrer

une délégation de la CFTD menée par son secrétaire général, Laurent Berger.

Le Parti socialiste a rencontré également Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT; Jean-Claude Mailly, secrétaire général de la CGT-FO; Pascale Coton, secrétaire générale de la CFTC; Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA; Carole Couvert, présidente de la CFE-CGC; Pierre Gattaz, président du Medef, et Jean-François Roubaud, président de la CGPME.



© Photos Philippe Grangeaud

OUTIL MILITANT

Le livret des 20 mois de changement

Depuis 20 mois, des mesures concrètes ont été mises en œuvre par le gouvernement pour redresser la France. À cette occasion, le parti socialiste vient de sortir un livret qui résume les 20 mois d'actions du gouvernement et du parti autour de 13 thématiques principales : la jeunesse et l'éducation, l'emploi, le pouvoir d'achat, le redressement économique, l'Europe, l'action extérieure de la France, la transition écologique, la justice sociale, la santé, les valeurs de la République, l'avancée des droits, le logement et la politique de la ville.

« *Agir à gauche pour la France : défendre l'emploi et la justice sociale, redresser notre économie, faire avancer de nouveaux droits, préparer notre pays à son avenir. Voilà l'horizon que se sont donné les socialistes depuis l'élection de François Hollande en 2012, rappelle Harlem Désir. À l'heure où les extrémismes veulent diviser les Français, à l'heure où la haine de la République renaît avec ses dangers, il n'est pas d'objectif plus important que de continuer de porter l'ambition du progrès et de consolider encore notre pacte républicain.* »



Irène Félix à la conquête de Bourges

En 20 ans, la ville de Bourges a perdu 10 000 habitants. Face à l'émergence des grandes métropoles, les « villes à taille humaine », comme les appelle Irène Félix, « doivent exister aussi ».

Irène Félix, c'est la candidate du parti socialiste à Bourges, dans le Cher. Arrivée dans la ville il y a 28 ans pour un premier emploi, c'est ici qu'a émergé son engagement citoyen et politique. Elle a toujours apprécié l'endroit, qui « tire sa force de sa taille humaine, et de sa proximité », mais qui doit également « retrouver sa fierté ».

Après 3 mandats successifs de la droite, Irène Félix souhaite proposer un nouvel avenir aux habitants de cette ville en déclin : « donner à tous l'envie que Bourges réussisse ».

Et pour cette conseillère de l'agglomération « Bourges Plus », cela passe d'abord par un engagement à ne pas augmenter les impôts, mais plutôt à mieux gérer la dépense publique.

Pour la Maison de la Culture comme pour le Palais des sports, les projets successifs, sur un lieu puis sur un autre, sont le symbole d'un « gaspillage de l'argent public », avec lequel elle veut finir.

Après un an de porte-à-porte et la construction du projet avec les militants et des membres de la société civile, des rencontres avec les responsables économiques et associatifs, elle a formulé de nombreuses propositions pour redynamiser sa ville. La candidate de la gauche a trois priorités qu'elle compte bien mettre en œuvre si elle est élue.

Tout d'abord, l'emploi, qui passe par le



© Photo Philippe Comgeaud

développement de « pôles d'excellence » et la consolidation des domaines où la compétence des Berruyers est reconnue. Irène Félix souhaite donc d'une part préserver le domaine de la défense, des matériaux, des risques et capteurs, dont la ville s'est fait la spécialité; d'autre part, donner une véritable place aux industries culturelles pour faire de Bourges « un lieu où on fabrique de l'art », et développer l'économie du vieillissement, puisque face à l'évolution démographique, une adaptation urbaine et technologique est nécessaire.

Développer les pôles d'excellence

S'agissant des pôles d'excellence, la candidate prend pour exemple le quartier de la gare, qui pourrait accueillir des entreprises du tertiaire. Sur la méthode à adopter pour faire revenir l'emploi à Bourges, Irène Félix souhaite refaire de ce territoire un « territoire solidaire » en mobilisant l'ensemble des acteurs locaux.

La ville doit également faire plus de place à sa jeunesse, par exemple grâce au développement universitaire ou en laissant

fonctionner les transports après 20 heures, deux engagements d'Irène Félix. La candidate souhaite « une jeunesse attachée à son territoire, mais ouverte, capable de s'insérer à l'international ».

Enfin, elle veut mettre en place une véritable politique à l'égard des familles et de l'enfance et pour cela, il faut favoriser une vie associative dynamique. Ainsi, elle propose la reconversion d'une école abandonnée en pôle associatif intergénérationnel.

Pour remettre Bourges sur les rails, Irène Félix promet d'utiliser les moyens mis à disposition des collectivités locales par le gouvernement. Actuellement, les emplois d'avenir ont été faiblement mobilisés dans le bassin berruyer, c'est pourquoi elle souhaite y développer cette « politique en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes ».

En d'autres termes, ce à quoi s'engage Irène Félix est un « changement raisonné, rassembleur et solidaire ». Face au déclin de la ville, c'est un projet d'avenir qu'elle propose aux Berruyers, basé sur la solidarité intergénérationnelle, le développement économique, mais aussi une nouvelle politique d'urbanisme axée sur les concepts de la ville durable et le social.

Harlem Désir mène la campagne dans les fédérations d'Île-de-France



© Photo André Pilon

Le Premier secrétaire était à la fédération la Seine-et-Marne en compagnie d'Eduardo Rihan Cypel, Olivier Faure, d'Émeric Bréhier, de Philippe Sainsard premier fédéral, de Vincent Eblé, président du conseil général et de nombreux élus. Harlem Désir a réaffirmé la mobilisation du Parti socialiste pour les prochaines élections municipales.



© Photos Mathieu Delmeire

« Remettre Mulhouse en mouvement »

Cela fait plus d'un an que Pierre Freyburger, candidat socialiste à Mulhouse, et les militants vont à la rencontre des habitants pour leur exposer son projet pour la ville. Une stratégie fondée sur le porte à porte. Ce matin-là, ils sont une dizaine de colistiers à visiter le quartier Wolf-Wagner (*photo du bas*). Imaginé dans les années 90, cet écoquartier de logements sociaux - l'un des premiers édifiés en France - n'a été achevé qu'au milieu des années 2000. Bois, panneaux solaires, petits jardinets entretenus ont remplacé deux grandes tours HLM. Agrémentés d'un centre social et d'un espace de jeux pour les enfants à l'abri de la route, « *les lieux sont agréables à vivre* », comme le dit Rosa-Maria Dumain. Avec trois enfants de 4 à 6 ans, cette mère de famille apprécie « *la proximité de l'école* ». Seul bémol, « *le périscolaire affiche complet, on est sur liste d'attente même pour la cantine* ». Avec 110 000 habitants, Mulhouse a la particularité d'être une ville très jeune où de nombreux enfants sont scolarisés.

Pierre Freyburger, en tant qu'ancien président de l'office HLM, a été l'un des instigateurs de la réhabilitation de Wolf-Wagner. Dans ce quartier populaire, la plupart connaissent déjà le candidat, et l'accueil est bon. L'équipe, très organisée, note les portes qui s'ouvrent et celles qui restent closes.

Bernadette, retraitée, habite là depuis toujours - 60 ans glisse-t-elle. « *J'apprécie qu'ils viennent nous parler. Au moins on voit qui sont ceux pour qui on va voter* », résume-t-elle. La vieille dame, qui a assisté à la transformation des lieux au fil des années aimerait qu'il y ait « *moins de chacun pour soi et un peu plus d'animations* ». Cette demande de lien social est une préoccupation partagée par beaucoup de Mulhousiens. Lors de l'édification du programme, des réunions publiques ont été

organisées, afin de recueillir leurs avis. Dans son projet, Pierre Freyburger compte leur donner davantage la parole par la création de conseils et de maisons de quartier. Le quartier Wolf-Wagner regroupe des logements sociaux depuis les années 20, avec des « *cités-jardins* » toujours d'actualité. Car Mulhouse a aussi la particularité d'être très pauvre. Victime de la désindustrialisation, 32 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et 40 % des allocataires du RSA du département habitent dans la ville.

Défi social

La question sociale et notamment du logement est cruciale pour Pierre Freyburger : « *nous avons un parc privé dans le centre-ville qui abrite des logements très dégradés, ce qui a créé en quelque sorte une banlieue au cœur de la ville* ». Avec un taux de chômage qui frise les 20 %, le défi à Mulhouse est avant tout économique et social. La gauche mise sur le développement de l'économie sociale et solidaire pour « *remettre ceux qui sont en*

difficulté sur les rails ». Elle compte aider davantage les entreprises d'insertion. Mais elle veut aussi créer un climat général favorable à l'installation d'entreprises.

« *Nous souffrons de la concurrence de Fribourg, en Allemagne, qui a une image de ville verte.* » Pour cela, Pierre Freyburger espère faire de Mulhouse une vitrine de la transition écologique. « *Nous travaillons à l'élaboration de quartiers durables* », qui, à terme permettront l'autonomie énergétique des bâtiments publics et du parc social. « *Il faut réfléchir à de nouvelles solutions pour remettre la ville en mouvement. Notre richesse, ce sont nos habitants, dans leur diversité. Il faut recréer un climat propre au vivre-ensemble, afin que tout le monde porte le développement de la ville.* »

Pierre Freyburger a rassemblé autour de lui EELV, le PRG et les élus centristes. Mais il promet qu'élu, il restera de gauche, dans cette ville marquée par l'expérience de Jean-Marie Bockel, ex-maire socialiste, passé à l'UMP en 2007. Ancien adjoint, Pierre Freyburger s'en était éloigné. Et avait pris, déjà, son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des Mulhousiens.





**LA VILLE
QU'ON AIME
POUR VIVRE
ENSEMBLE**

**La ville solidaire
qui soutient
les services publics**

MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !

PS 

lavillequonaime.fr